



Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 - 112 du 23 janvier 2025

transférant, pour le compte de la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE, les droits et obligations définis par l'arrêté préfectoral n°2017-425 du 7 mars 2017 autorisant la société EUROVIA LORRAINE à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, une installation de concassage et criblage de matériaux et une station de transit de produits inertes sur le territoire de la commune d'Étain, au lieu-dit « le Rond Poirier »

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement et notamment son article R.516-1 ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu les décrets n°2017-81 et n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-425 du 7 mars 2017 autorisant la société EUROVIA LORRAINE à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, une installation de concassage et criblage de matériaux et une station de transit de produits inertes sur le territoire de la commune d'Étain, au lieu-dit « le Rond Poirier » ;

Vu la demande présentée le 2 décembre 2024 par la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE, dont le siège social est situé, route de Contournement, BP25 à Rosières-aux-Salines (54110), en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'arrêté préfectoral précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé n°LD/606-2024 du 17 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 6 janvier 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant présentée par la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE répond aux exigences réglementaires et comporte notamment les éléments prévus à l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

.../...

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les droits et obligations fixés par l'arrêté préfectoral n°2017-425 du 7 mars 2017 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, une installation de concassage et criblage de matériaux et une station de transit de produits inertes sur le territoire de la commune d'Étain, au lieu-dit « le Rond Poirier », sont transférés dans leur intégralité à la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE, dont le siège social est situé route de Contournement, BP25 à Rosières-aux-Salines (54110).

Article 2 : Garanties financières

La société LES SABLIERES DE LA MEURTHE est tenue de constituer des garanties financières, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Lesdites garanties financières prennent la forme d'un acte de cautionnement solidaire, dont le montant tient compte notamment de l'indice TP01 en vigueur au moment de sa production.

Article 3 : Publication

Une copie de cette décision est déposée à la Mairie d'Étain et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le Maire d'Étain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE et, à titre d'information, au Président du conseil départemental de la Meuse (direction des routes), au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement), à la Directrice de l'agence régionale de santé Grand Est (délégation territoriale de la Meuse) et au Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET